



2022-1085 – RESTRUCTURATION DES RESEAUX EAUX  
PLUVIALES ET EAUX USEES  
MINISTERE DE LA JUSTICE

## **CCTP – Etudes géotechniques**

### **CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES ET PARTICULIERES**

Indice	Etabli par	Date	Libellé de la modification	Validé par
a	SP	22/12/22	Création	PP
b	SP	10/01/23	Précision suite à la réunion du 10/01/23	PP
c	SP	02/08/23	Modifications	PP

# SOMMAIRE

<b>I.</b>	<b>Dispositions générales</b>	<b>3</b>
I.1.	Objet du CCTP	3
I.2.	Objectifs des études géotechniques	3
I.3.	Textes de référence	4
I.4.	Déroulement de l'étude	4
I.5.	Périmètre d'étude	4
I.6.	Reconnaissance du site	4
I.7.	Conditions d'accessibilité au chantier	4
I.7.1.	Travaux en domaine public	4
I.7.2.	Travaux à l'intérieur du centre de détention	4
I.8.	Signalisation	5
I.9.	Protection du chantier – Hygiène et sécurité	5
I.10.	Confidentialité	5
<b>II.</b>	<b>Exécution des prestations</b>	<b>5</b>
II.1.	Consistance de la mission	5
II.2.	Programme d'investigation	6
II.3.	Liste des normes applicables aux essais	6
II.3.1.	Essais in situ dans les sondages	6
II.3.2.	Essais de laboratoire	6
II.4.	Documents rendus	6
II.4.1.	Rapport de synthèse :	6
II.4.2.	Fiches de synthèse par zone homogène :	6
II.4.3.	Annexes	7
II.4.4.	Cahier des fiches de coupes de sondages	7
II.5.	Réunion de présentation du dossier de rendu	7
<b>III.</b>	<b>Propriété des documents</b>	<b>7</b>
<b>IV.</b>	<b>Délais</b>	<b>8</b>
<b>V.</b>	<b>Renseignements complémentaires</b>	<b>8</b>
ANNEXE 1 -	Schéma de principe des réseaux EU	9
ANNEXE 2 -	Clauses générales de sécurité et matériel interdit	10
ANNEXE 3 -	Certificat de confidentialité	11

## I. DISPOSITIONS GENERALES

### Maître d'ouvrage :

Ministère de la justice – Direction Interrégionale des Services Pénitentiaires de Toulouse – Département des affaires immobilières

Interlocuteur : Jean-Pierre FOUQUET (chargé d'opération)

2 boulevard Armand Duportal – 31015 Toulouse

Et

Centre de détention à Muret

Route de Seysses – BP 312 – 31605 Muret

Interlocuteur : Philippe GANDOLF (directeur technique) et Grégory LAURENS (technicien)

### Maître d'œuvre :

**OTCE Infra**

4, Chemin BENECH

31470 FONSORBES

Tél : 05.62.14.01.15 – email : [otceinfra@otce.fr](mailto:otceinfra@otce.fr)

### I.1. Objet du CCTP

Le présent Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) fixe, sur la base du fascicule 70 du CCTG, les conditions d'exécution des études géotechniques à mener dans le cadre du projet de restructuration de l'ensemble des réseaux eaux pluviales et eaux usées du centre de détention de MURET (31).

Le titre de l'opération est « Restructuration de l'ensemble de l'infrastructure des réseaux eaux pluviales et eaux usées du centre de détention de Muret ». La maîtrise d'ouvrage est assurée par la Direction Interrégionale des Services Pénitentiaires de Toulouse (DISP). Le bureau d'études *OTCE Infra* a été missionné pour la mission de maîtrise d'œuvre correspondante. Le présent C.C.T.P. définit les relations contractuelles entre le prestataire et le maître d'ouvrage par rapport aux prestations géotechniques.

### I.2. Objectifs des études géotechniques

Les études géotechniques, relatives aux opérations d'assainissement (eaux pluviales, eaux usées), ont pour objectifs essentiels, en fonction des connaissances disponibles :

1. de déterminer la faisabilité de travaux d'assainissement au regard des conditions géotechniques (nature du sous-sol),
2. d'identifier les contraintes géotechniques susceptibles d'avoir une incidence sur la construction, la pérennité et les conditions d'exécution des ouvrages d'assainissement projetés (niveau nappe, qualité et classe du sol y compris agressivité du sol, qualité et épaisseur de chaussées ou trottoir),
3. de fournir au maître d'œuvre les différents paramètres permettant d'effectuer les calculs de résistance mécanique des canalisations selon les prescriptions du fascicule 70,
4. de fournir au Maître d'œuvre les paramètres techniques nécessaires à la conception du projet et à la réalisation des travaux dans les conditions technico-économiques optimales : déterminer les rabattements nécessaires de nappe, caractériser l'aptitude des sols au compactage et au blindage, définir les modalités de compactage et déterminer les nécessités de consolidation de fond de fouille,
5. d'indiquer au maître d'œuvre les possibilités de réutilisation des matériaux extraits des tranchées et les substitutions de matériaux impropres à envisager.

La densité du maillage des essais proposés tiendra compte de l'hétérogénéité des sous-sols rencontrés.

### I.3. Textes de référence

Le prestataire doit satisfaire aux prescriptions de l'union syndicale géotechnique et notamment la norme NF P 94-500.

La mission décrite dans le présent CCTP est une mission géotechnique correspondant au fascicule 70.

### I.4. Déroulement de l'étude

Les études géotechniques se réaliseront en une seule phase. Cette phase comportera une analyse documentaire succincte, des visites du site et une série d'investigations par sondages in situ et analyses en laboratoire.

### I.5. Périmètre d'étude

Le périmètre d'études correspond au centre de détention de Muret. Pour information, le schéma de principe des réseaux EU du centre est disponible en Annexe 1.

Le prestataire est informé qu'un levé topographique sera réalisé dans la même phase du projet. Ces documents seront mis à sa disposition. Il devra intégrer ces éléments afin que le repérage des sondages soit reporté sur le plan topographique et que les niveaux NGG au droit de ces sondages lui soient communiqués.

### I.6. Reconnaissance du site

Avant de présenter son offre, le prestataire pourra réaliser une visite de site afin de s'assurer par lui-même des conditions existantes dans lesquelles il devra travailler (climatiques, hydrauliques, nature des terrains, etc.).

Les conditions de visite sont les suivantes :

La transmission des pièces d'identité (carte nationale d'identité recto-verso ou passeport, en cours de validité) est nécessaire au minimum 1 semaine avant la visite. Pour les personnes nées à l'étranger, fournir également les nom et prénom des 2 parents la date et lieu de naissance. Toute demande de visite en-dessous de ce délai sera refusée. Au vu des restrictions sanitaires, le nombre de personnes autorisées par candidat est limité à 2. La demande sera adressée par mail à :

[philippe.gandolf@justice.fr](mailto:philippe.gandolf@justice.fr) et [gregory.laurens@justice.fr](mailto:gregory.laurens@justice.fr)

En copie : [jean-pierre.fouquet@justice.fr](mailto:jean-pierre.fouquet@justice.fr)

Bien indiquer dans le mail :

- L'objet de la visite
- La date
- Le nom des personnes pour la visite ; joindre les pièces d'identité par scan de bonne qualité
- La référence de l'appareil photo si besoin
- Attention : téléphone portable non autorisé

Le prestataire considérera comme normalement prévisible :

- ✓ Les sujétions liées à la circulation routière, au stationnement des véhicules.
- ✓ Les sujétions liées aux interventions sous chaussées ou sous trottoirs revêtus et à remettre en état (les revêtements devant être compris dans le prix de prestation).
- ✓ Les sujétions liées à l'intervention en milieu carcéral et à toutes les contraintes organisationnelles en résultant.

Tous les prix du marché sont réputés tenir compte de ces sujétions. A ce sujet, aucune tolérance ne sera admise ultérieurement pour toute erreur ou négligence de la part du titulaire.

### I.7. Conditions d'accessibilité au chantier

#### I.7.1. Travaux en domaine public

Le cas échéant, le prestataire doit en temps utile se mettre d'accord avec les services intéressés (administrations et services publics) pour tous les problèmes touchant leur domaine (circulation, dépôts, programmation prévisionnelle de la phase terrain) et adresser les DICT.

#### I.7.2. Travaux à l'intérieur du centre de détention

Le prestataire devra impérativement se conformer aux clauses générales de sécurité (annexées au présent cahier des charges). Par dérogation à ces clauses, les horaires de travaux à l'intérieur du centre seront de 7h45 à 15h30 en continu. Le matériel interdit dans le centre de détention est également annexé au CCTP.

L'ensemble du personnel du prestataire devant intervenir sur site sera déclaré au préalable au MOE et MOA.

Le prestataire tiendra compte des accès très contraints relatifs à l'intervention en milieu carcéral. L'ensemble du chantier sera replié à chaque fin de journée et le site remis en état.

## I.8. Signalisation

Avant de commencer un travail sur une route circulée ou même en bordure de chaussée, la signalisation temporaire de chantier sera mise en place conformément à la réglementation en vigueur (Arrêté du 24/11/1967, Instruction Interministérielle sur la Signalisation Routière, Livre I, 8ème partie, article 131).

Avant l'exécution des travaux, et dans le cas où l'emprise sur la chaussée est susceptible d'amener une modification du code de la route (diminution de la vitesse autorisée, passage en alternat, ...), le prestataire adressera au maître d'ouvrage une demande d'arrêté réglementant la circulation au droit des travaux, accompagnée du schéma de signalisation temporaire.

## I.9. Protection du chantier – Hygiène et sécurité

Sur le domaine public, selon l'importance, la nature, la durée et le voisinage, le chantier sera isolé du public et protégé par des balustrades ou autres dispositifs. La protection du chantier sera conforme à la législation en vigueur.

Au sein du centre de détention, le chantier sera replié chaque fin de journée et le site remis en état.

## I.10. Confidentialité

Le prestataire et toutes personnes devant intervenir sur site ou consulter des plans devront signer et se conformer à la charte de confidentialité annexée au présent cahier des charges.

**Important :** aucun plan ne sera transmis en phase consultation. Ils ne seront consultables que sur le site du centre de détention lors de la visite.

# II. EXECUTION DES PRESTATIONS

## II.1. Consistance de la mission

La mission du prestataire consiste à définir précisément la stratigraphie et les caractéristiques des sols.

Les missions à réaliser sont les suivantes :

- **Mission G2 AVP**
- **Mission G2 PRO**
- **Mission G4**

Les rubriques suivantes seront définies :

- ✓ Variation des faciès horizontalement et verticalement (épaisseur des couches, dont l'épaisseur des revêtements superficiels) ;
- ✓ Compacité des sols ;
- ✓ Type de la nappe – profondeur et variation (nécessité de rabattement),
- ✓ Portance en fond de fouille (nécessité de consolidation),
- ✓ Tenue des fouilles, choix du blindage et mode de retrait,
- ✓ Type de sol y compris agressivité du sol
- ✓ Réutilisation des matériaux extraits sous les angles qualitatif et quantitatif (nécessité de substitution, réutilisation pour la couche de fond de forme, pour les remblaiements de tranchées, pour le lit de pose) ;

La mission comporte :

- ✓ La recherche et l'exploitation des références acquises dans « l'emprise de l'ouvrage » sur les unités de sols identiques ou voisins ;
- ✓ Une carte géotechnique précise du site ;

- ✓ Les informations hydrogéologiques et hydrauliques (présence de nappe).

## II.2. Programme d'investigation

Un programme d'investigation est proposé dans le DQE de base fourni. Ce DQE de base est à remplir obligatoirement. Cependant, le prestataire ayant une obligation de résultats et non de moyens, il peut proposer un programme d'investigation et aussi remplir le DQE variante : **le prestataire proposera ainsi les natures et les quantités d'essais à réaliser afin de répondre aux objectifs de cette étude.** Il argumentera dans un mémoire technique joint à son offre, la méthodologie envisagée et tous points particuliers relatifs à la mise en œuvre de ce programme variante.

Le programme d'investigation proposé en variante s'appuiera donc sur les connaissances du prestataire par rapport à la zone d'études et au type de sols à rencontrer : le prestataire sera donc responsable de l'adéquation entre ce programme et les objectifs de l'étude.

## II.3. Liste des normes applicables aux essais

### II.3.1. Essais in situ dans les sondages

- |  |               |
|--|---------------|
| ✓ Essais de pompage                      | NF P 94 – 130 |
| ✓ Essai au pénétromètre dynamique type B | NF P 94 – 115 |

### II.3.2. Essais de laboratoire

- |                              |               |
|------------------------------|---------------|
| ✓ Identification des sols    | NF P 11 – 300 |
| ✓ Analyse granulométrique    | NF P 94 – 056 |
| ✓ Essai au bleu de méthylène | NF P 94 – 068 |
| ✓ Teneur en eau naturelle    | NF P 94 – 050 |
| ✓ Limites d'Atterberg        | NF P 94 – 051 |

## II.4. Documents rendus

Le dossier final à remettre par le prestataire comprend :

- ✓ Un rapport de synthèse ;
- ✓ Le plan de situation ;
- ✓ Un plan de masse avec localisation des points d'investigations, des différentes zones homogènes et des points particuliers à prendre en compte ;
- ✓ Une fiche de synthèse par zone homogène ;
- ✓ Les annexes.

### II.4.1. Rapport de synthèse :

Le prestataire établira un rapport intégrant le rappel du programme d'investigations, les interprétations et conclusions, ainsi que les recommandations particulières de mise en œuvre (emploi d'un géotextile, hauteur de substitution, etc.).

Au vu des résultats des investigations de terrain, il sera procédé à une nouvelle délimitation de zones homogènes sur le plan de masse.

Toutes les recommandations seront rédigées en termes clairs et facilement compréhensibles par les différents intervenants : maître d'ouvrage, maître d'œuvre, entreprises, gestionnaires de la voirie et des différents réseaux.

### II.4.2. Fiches de synthèse par zone homogène :

Ces fiches comprendront au minimum les rubriques suivantes :

- ✓ **Numéro des sondages concernés par la zone ;**
- ✓ **Type de sol :**
  - **Variation des faciès horizontalement et verticalement ;**
  - Identifier le type de sol rencontré suivant le fascicule 70 et selon la norme NFP 11 – 300 ;
  - Localiser les aléas géotechniques et les passages difficiles ("points durs") tels que les terrains compressibles, les zones instables, les formations solubles, affouillantes, gonflantes, et les zones d'arrivée d'eau ou nappe ;
- ✓ **Stabilité générale du site** (glissement, fontis, effondrement...) ;
- ✓ **Contraintes « eau »** (nappe, source...) ;
- ✓ **Difficultés d'extraction** (ex : présence de roche...) en intégrant l'influence des conditions climatiques (sécheresse, précipitation) ;
- ✓ Possibilités de réutilisation des matériaux :
  - Donner les conditions de réutilisation des matériaux de remblayage de tranchée avec définition des conditions de compactage et les conditions de réutilisation des matériaux en lit de pose,
  - Préciser les conditions de réutilisation des matériaux issus de la voirie pour la réutilisation de ceux-ci en couche de forme.
  - Définir, dans le cas où la réutilisation des sols n'est pas possible, la qualité des matériaux de substitution.
- ✓ **Portance des sols,**
- ✓ **Tenue des fouilles / type de blindage :**
  - Indiquer les traitements éventuels des zones particulières notamment au niveau du fond de fouille,
  - Donner les conditions de terrassement et les moyens de mise en œuvre (type de blindage de confortation, déroctage, pompage, ...).
- ✓ **Risques potentiels** (ex : proximité de constructions/ouvrages particuliers...),
- ✓ **Coupe type de la fouille.**

#### II.4.3. Annexes

Le rapport comportera en annexe :

- ✓ Un profil schématique géotechnique ;
- ✓ Le cahier des fiches de coupes de sondages ;
- ✓ Les procès-verbaux d'essais en laboratoire et in situ.

#### II.4.4. Cahier des fiches de coupes de sondages

Le cahier des fiches de coupes de sondages précise, pour chaque unité identifiée :

- ✓ Les propriétés géotechniques ainsi que leurs variations géométriques ;
- ✓ La présence d'eau lors des investigations et le niveau des plus hautes eaux connu (conditions qui influencent les travaux et la stabilité à terme des ouvrages) et son origine.

Il sera mentionné sur les coupes le rattachement au NGG.

### II.5. Réunion de présentation du dossier de rendu

Le maître d'œuvre organisera une réunion de présentation des différentes pièces du dossier d'études. Un rapport provisoire sera remis au maître d'œuvre avant la tenue de la réunion de présentation. A l'issue de cette réunion et après intégration d'éventuelles remarques dans les pièces du dossier, deux exemplaires papiers ainsi qu'une version numérique seront remis au maître d'ouvrage.

## III. PROPRIETE DES DOCUMENTS

L'ensemble des prestations géotechniques faisant l'objet du présent CCTP resteront la stricte propriété du maître d'ouvrage, qui se réserve l'exclusivité de l'utilisation des données.

Le prestataire s'engage à ne pas fournir à des tiers les informations relevant de son marché sans accord écrit du maître d'ouvrage ou de son représentant.

#### IV. DELAIS

Mission	Délai	Date de début
G2 AVP	2 mois	Notification
G2 PRO	1 mois	OS
G4 (avis sur document)	1 semaine	A partir de la demande

#### V. RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES

Les renseignements complémentaires peuvent être obtenus auprès de :

**Maître d'ouvrage :**

Ministère de la justice – Direction Interrégionale des Services Pénitentiaires de Toulouse – Département des affaires immobilières

Interlocuteur : Jean-Pierre FOUQUET (chargé d'opération)

2 boulevard Armand Duportal – 31015 Toulouse

Email : [jean-pierre.fouquet@justice.fr](mailto:jean-pierre.fouquet@justice.fr)

et

Centre de détention à Muret

Route de Seysses – BP 312 – 31605 Muret

Interlocuteur : Philippe GANDOLF (directeur technique) et Grégory LAURENS (technicien)

Email : [philippe.gandolf@justice.fr](mailto:philippe.gandolf@justice.fr) et [gregory.laurens@justice.fr](mailto:gregory.laurens@justice.fr)

**Maître d'œuvre :**

**OTCE INFRA** (Omnium Technique d'études de la Construction et de l'Équipement)

Interlocuteur : Mme. Sarah PERRENOT

4, Chemin BENECH

31470 FONSORBES

Tél : 05.62.14.01.15 – email : [sperrenot@otce.fr](mailto:sperrenot@otce.fr)

Mention « Lu et approuvé » par l'entrepreneur

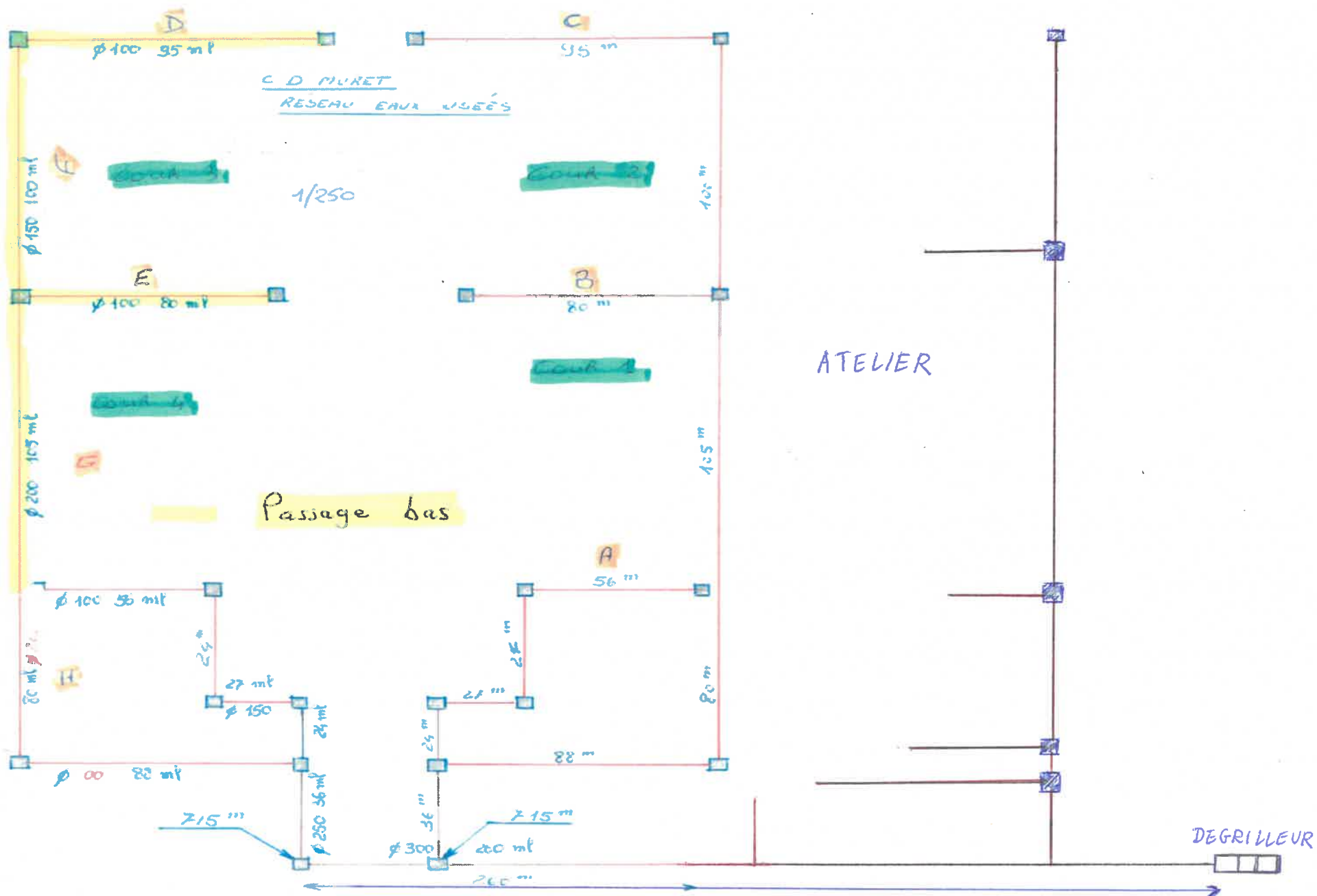
Soussigné .....

A ....., le .....



## ANNEXE 1 - SCHEMA DE PRINCIPE DES RESEAUX EU

Plan réseau EU CD de Muret :



## ANNEXE 2 - CLAUSES GENERALES DE SECURITE ET MATERIEL INTERDIT



## MINISTERE DE LA JUSTICE

---

MAITRE DE L'OUVRAGE :

**MINISTERE DE LA JUSTICE  
DIRECTION DE L'ADMINISTRATION PENITENTIAIRE  
DIRECTION INTERREGIONALE DES SERVICES PENITENTIAIRES  
DE TOULOUSE**

### **CLAUSES GENERALES DE SECURITE**



# **CAHIER DES CLAUSES COMMUNES**

---

## **DISPOSITIONS COMMUNES AUX DIFFÉRENTS**

### **ETABLISSEMENTS PENITENTIAIRES**

---

- 1 - DISPOSITIONS GENERALES**
- 2 - MODALITES D'OBTENTION DES AUTORISATIONS D'ACCES AUX ETABLISSEMENTS**
- 3 - CONDITIONS D'ACCES AUX ETABLISSEMENTS**
- 4 - CONTACTS AVEC LES DETENUS**



## **1-DISPOSITIONS GENERALES**

Ces dispositions concernant les prestataires de service, les entreprises du bâtiment, les organismes de contrôle, les entreprises chargées de la maintenance de l'établissement ainsi que leurs sous-traitants éventuels chargés de réaliser des prestations à l'intérieur de l'établissement.

Dans le cas précis d'études, diagnostics, expertises, audits divers, certains points des présentes dispositions pourront être aménagés, en accord avec le Chef d'établissement.

### **Article D 265 du Code de Procédure Pénale**

*«Le chef d'établissement est responsable de l'application des instructions relatives au maintien de l'ordre et de la sécurité dans l'établissement.»*

### **Article D 268 du Code de Procédure Pénale**

*«A ce titre, il prendra les dispositions nécessaires en vue de prévenir les évasions, notamment en ce qui concerne la disposition du chantier, la fermeture des portes ou passages, les circuits de circulation, ainsi que leur éclairage.»*

### **Article D 277 du Code de Procédure Pénale**

*«Aucune photographie de l'intérieur de l'établissement ne peut être effectuée ; il en est de même de tout croquis, prise de vue ou enregistrement sonore se rapportant à la détention.»*



## **2-MODALITES D'OBTENTION DES AUTORISATIONS D'ACCES AUX ETABLISSEMENTS**

### **Article D 278 du Code de Procédure Pénale**

*«Les personnes étrangères au service d'un établissement pénitentiaire ne peuvent pénétrer à l'intérieur de celui-ci qu'après avoir justifié de leur identité et qualité. La pièce d'identité produite par les personnes peut être retenue pour leur être restituée seulement au moment de leur sortie.»*

En vue de l'obtention des autorisations d'accès, les entreprises devant intervenir dans l'établissement adresseront au Directeur de l'établissement, au minimum 15 jours avant le début du chantier, une liste nominative de toutes les personnes appelées à travailler à l'intérieur du site ou à y pénétrer.

Chacune de ces personnes devra fournir au préalable au Chef d'établissement :

- une fiche individuelle d'état civil avec la filiation ou tout document établissant la nationalité française ou l'état de ressortissant d'un état membre de l'Union Européenne.
- deux photocopies
- une photocopie recto- verso de la carte nationale d'identité avec photographie en cours de validité.

Des précisions complémentaires seront demandées aux titulaires d'un contrat devant intervenir en permanence dans l'établissement.

L'Administration Pénitentiaire délivrera les autorisations nécessaires. Toutefois, elle pourra faire part de ses observations concernant le refus d'accès à certains personnels de l'entreprise sans que cette dernière ne puisse prétendre à une indemnité ou à une quelconque compensation et devra proposer une autre personne.

L'autorisation de pénétrer dans l'établissement ne confère pas son bénéficiaire le droit de communiquer avec les détenus de quelques manières que ce soit, même en présence des membres du personnel (voir le point 4).



Après l'obtention de cette autorisation, les personnels de l'entreprise, munis de leur carte d'identité pourront se présenter à l'entrée de l'établissement afin de pénétrer sur le chantier. Les conditions d'accès sont décrites ci-dessous.

### **3-CONDITIONS D'ACCES AUX ETABLISSEMENTS**

A l'entrée, la pièce d'identité sera déposée à la porte et sera rendue au moment de la sortie. Sauf dispositions contraires de l'établissement, un laissez-passer pour les entreprises intervenant ponctuellement ou un jeton numéroté pour les entreprises intervenant en permanence (titulaire du contrat de maintenance principal) sera donné en échange. Il sera à remettre à chaque sortie.

Toute personne entrant dans l'établissement sera contrôlée, fera l'objet d'un contrôle ainsi que les sacs, pochettes... devront être ouverts aux fins de vérification. Un inventaire complet des trousseaux à outils devra être fourni.

Les téléphones portables ne sont pas autorisés à l'intérieur de l'enceinte. Ils devront être déposés au poste d'entrée principale (P.E.P). Il en est de même pour tout appareil récepteur de messages alphanumériques de type alphanumérique ou similaire.

Le personnel de l'entreprise ne pourra circuler que sur le lieu même du chantier et toujours sous le contrôle d'un agent de l'établissement désigné à cet effet. Les titulaires des contrats de maintenance ne circuleront que dans les secteurs qui leur auront été définis.

Pour les entreprises intervenant ponctuellement dans l'établissement, le port d'un baudrier de couleur est obligatoire.

Toutes ces dispositions - listes nominatives, fourniture préalable des documents, vérifications d'identité, contrôles - sont applicables aux conducteurs et passagers des véhicules.

Outre le contrôle concernant les personnes, tout véhicule entrant ou sortant sera également contrôlé. Les entreprises fourniront la liste des véhicules devant intervenir dans l'établissement, avec la marque, la couleur et leurs immatriculations ainsi que la nature et caractéristiques des engins et des gros matériels nécessaires aux travaux.





Les mesures de contrôle sont effectuées, moteur arrêté, sur tous les véhicules entrant ou sortant:

- contrôle de frêt
- contrôle de dessous et de la cabine du véhicule.

Sauf autorisation spéciale du responsable de la détention, les entrées et les sorties des véhicules intervenant sur le chantier ou les véhicules de livraisons s'effectuent de 07h45 à 11h45 et de 13h30 à 17h00.

Aucun mouvement de véhicule ne sera autorisé lors de la fermeture du portail d'accès au chantier ou de l'établissement, en cas d'alarmes.

Les véhicules accédant au chantier sont acheminés sur les lieux du chantier dans les mêmes conditions que les autres véhicules (prise en charge par un agent de l'établissement désigné à cet effet).

Aucun véhicule ne doit circuler hors de la présence de l'agent de l'établissement désigné à cet effet.

Le chef de chantier doit systématiquement informer l'agent responsable de la surveillance du chantier dès l'arrivée des camions qui doivent intervenir sur le chantier.

L'entreprise chargée de la maintenance de l'établissement doit obligatoirement tenir informé le responsable technique de l'établissement des livraisons qu'il attend.

Tous les véhicules des entreprises ou toute personne que se présenteraient à l'entrée de l'établissement, sans que les responsables de l'établissement en soient avertis, ne seront pas autorisés à pénétrer à l'intérieur de l'établissement.

Le titulaire prendra ses dispositions pour avertir ses fournisseurs. Il ne pourra pas prétendre à des indemnités ou à des compensations pour les retards que cette situation pourrait engendrer.

Les chauffeurs des véhicules appelés à pénétrer dans un établissement et munis d'un appareil de radiocommunication fixe doivent le déclarer et verrouiller leur véhicule ou cabine durant le temps de leur intervention.



#### **4-CONTACTS AVEC LES DETENUS**

Chaque personne extérieure intervenant en établissement s'engagera à respecter les articles du Code de Procédure Pénale suivants :

##### **Article D 220 du code de Procédure Pénale**

«Il est interdit aux personnes ayant l'accès dans la détention de recevoir des détenus ou des personnes agissant pour eux, aucun don ou avantage quelconque, de se charger pour eux d'aucune commission ou d'acheter ou vendre quoi que ce soit pour le compte de ceux-ci, de faciliter ou de tolérer toute transmission de correspondances, tous moyens de commission irrégulière des détenus entre eux ou avec le dehors, ainsi que toutes attributions d'objets quelconques».

##### **Article D 274 du Code de Procédure Pénale**

«L'entrée ou la sortie de somme d'argent, correspondances ou objets quelconques doit être expressément autorisée par le Chef d'établissement et être soumis au contrôle de l'Administration. Le non respect de ces dispositions entraîne la communication de l'infraction à l'autorité judiciaire en vue de l'application éventuelle des poursuites légales prévues à l'article 248 du Code Pénal».

##### **Article D 430 du Code de Procédure Pénale**

«La sortie des écrits faits par un détenu en vue de leur publication ou de leur divulgation, sous quelque forme que ce soit, ne peut être autorisée que par décision ministérielle.»

##### ***Important :***

Le Chef d'établissement pourra interdire l'accès à l'établissement des personnes qui ne respecteront pas ces règles, indépendamment des poursuites judiciaires qu'il pourra engager à l'encontre de ces personnes, sans que l'entreprise puisse prétendre à une indemnité ou une que ou une quelconque compensation.



### Dispositions communes

En règle générale, l'Administration Pénitentiaire ne met aucun outillage à disposition des entreprises. Par conséquent, les entreprises intervenant dans l'établissement devront prévoir tout l'outillage nécessaire à la bonne réalisation du chantier.

Pour le titulaire intervenant en permanence dans l'établissement, la localisation des bureaux sera décidée avec le Chef d'établissement.

Pour les entreprises de travaux, l'emplacement des baraques de chantier ou de tout autre entrepôt devra être décidé avec le Directeur d'établissement.

Toutes les formalités - voirie, autorisation de stationnement à l'extérieur de l'établissement, évacuation des gravats, stockage, etc - sont à la charge de l'entreprise.

En dehors des heures de service, rien ne doit être laissé sur le chantier qui ne puisse être enlevé : outils ou véhicules. Toutes les fouilles et excavations devront être impérativement rebouchées tous les soirs ou recouverte. La circulation devra être maintenue en toutes circonstances.

### Outillage :

Un inventaire exhaustif est remis au responsable de détention, à l'économe et à l'agent de l'établissement préalablement désigné; il est minutieusement tenu à jour par le conducteur ou le chef de chantier qui sont responsables également de l'outillage des ouvriers appartenant aux entreprises sous-traitantes. A cet égard, ils sont responsables des manquements qui pourraient survenir.

Une copie de cet inventaire est tenue à disposition dans le bureau du chantier pour que les gradés puissent effectuer leur contrôle.

En tout état de cause, l'agent de l'établissement chargé de suivre le chantier effectue chaque soir le contrôle complet de l'outillage. Les ouvriers ne pourront quitter l'établissement qu'après ce contrôle.

L'outillage doit être entreposé en sûreté, en un lieu qui est déterminé par le responsable de détention, en concertation avec le conducteur de travaux. Quant au petit outillage, il est enfermé dans des caisses cadenassées dont les clés sont conservées par le chef de chantier.



Le remisage de l'outillage est obligatoire à chaque interruption de chantier, même de courte durée (pause café ou de midi, par exemple).

Tous les autres objets dangereux (échelles, cordes, perches d'échafaudage,...) Doivent demeurer sous un contrôle permanent et hors de portée de la population pénale.

### **Cordages et échelles :**

D'une manière générale, les cordages et les échelles doivent faire l'objet d'une surveillance permanente. Ces éléments ne doivent en aucun cas être laissés négligemment contre ou au pied d'un mur pendant leur utilisation. Les échelles seront systématiquement attachées et cadenassées à un point fixe même s'il y a une personne dessus.

Midi et soir, elles seront entreposées dans un local par les soins de l'agent de l'établissement désigné à cet effet.

Quant aux cordages, ils sont enfermés dans des caisses cadenassées.

### **Echafaudages :**

Toute installation d'échafaudage doit faire l'objet d'une autorisation du chef d'établissement ou, à défaut, du responsable de détention.

Tant que leur utilisation est nécessaire, ils sont enfermés à l'intérieur d'une paroi lisse, conçue pour éviter toute escalade. Une porte d'accès à cet échafaudage sera prévue. Elle sera solide et devra comporter une serrure de sécurité.

Après démontage, tout élément d'échafaudage doit être éloigné de l'abords des murs et entreposé aussi rapidement que possible dans une aire de stockage où ils sont par ailleurs enchaînés.

La procédure est identique pour ce qui concerne les bois de coffrage, les éléments préfabriqués ou tout autre matériau susceptible de favoriser une escalade.



### **Véhicules et engins de levage :**

Ceux-ci ne doivent circuler ou stationner à l'intérieur de l'établissement que le temps strictement nécessaire puis être conduits hors de l'établissement. En tout état de cause, les véhicules seront reconduits à l'extérieur de l'établissement tous les soirs.

Indépendamment des consignes de sécurité qui régissent l'utilisation de ces engins, il est impératif d'observer les consignes spécifiques au milieu pénitentiaire.

Pour les travaux à l'intérieur de l'établissement, il est expressément précisé que les engins devront rester continuellement occupés pendant les heures normales de travail. Les cabines de pilotage devront fermer à clés.

Pendant l'utilisation :

- Le conducteur ne doit jamais quitter sa cabine,
- Si une épreuve de force venait à être tentée par un détenu ou un groupe de détenus, il convient alors d'abaisser aussitôt la flèche, de couper le moteur et, éventuellement, de jeter les clés de l'engin en un lieu le plus accessible possible (par exemple au-dessus du mur d'enceinte).

En dehors de son utilisation :

- Une fois à l'arrêt, le véhicule doit être impérativement verrouillé et les clés conservées par l'utilisateur.
- Les engins de levage, ne pouvant être reconduits à l'extérieur de l'établissement, doivent être garés en un lieu qui sera préalablement déterminé par le Chef d'établissement, le responsable de la détention et le conducteur de travaux. Les clés doivent être retirées et conservées par les conducteurs. Enfin, tous ces engins ne doivent pas pouvoir être manoeuvrables après le départ des ouvriers. Les clés de ces derniers pourront être remises au poste d'entrée principale (PEP). Un organe ou élément de fonctionnement devra pouvoir être retiré afin de neutraliser totalement l'engin de levage ou grue fixe.

### **Divers :**

Un double des clés de la banque de chantier devra être remis au Chef d'établissement, le cas échéant.



Le personnel pénitentiaire est habilité à effectuer des rondes et des contrôles à l'intérieur du chantier et à faire des observations concernant la sécurité pénitentiaire aux ouvriers de l'entreprise et au chef d'équipe.

Les entreprises devront prendre toutes dispositions utiles afin de préserver les conduites de gaz, eau potable, etc..., ainsi que les circuits d'alarmes (souterrains) reliant les bâtiments.

L'entreprise sera tenue d'intervenir, dans le cas d'un problème sécuritaire, sur simple injonction du Chef d'établissement, sans pouvoir prétendre à des indemnités.

Le Chef d'établissement devra pouvoir joindre à tout moment, y compris les samedis, dimanches et jours fériés, chômés, un responsable de l'entreprise travaillant sur le chantier.

A ces dispositions générales s'ajoutent des dispositions propres à l'établissement que l'entreprise s'engage à respecter.

Une notice de consignes particulières rappelant les mesures d'ordre intérieur en vigueur dans l'établissement sera remise au titulaire du marché. Celui-ci s'engagera à respecter les clauses de confidentialité qui y figurent.

Par ailleurs, le chef d'équipe recevra des consignes de sécurité en cas d'alarme pénitentiaire. A charge pour lui de rappeler ces informations aux membres de son équipe.

Une réunion rappelant ces règles se déroulera au début du chantier avec les responsables des entreprises, les chefs d'équipe et un représentant de l'établissement.

Lu et approuvé

Le candidat  
(Signature et cachet de l'entreprise)



# INTERDIT

Article D220 du CPP



**LES ARMES**  
(Objets tranchants-explosifs-...)



**L'ALCOOL**



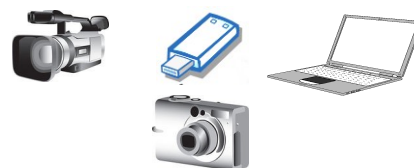
**L'ENTREE ET LA SORTIE  
DE COURRIER**



**LES PRODUITS STUPEFIANT  
ET PSYCHOTROPE**  
(Cannabis-médicaments-...)



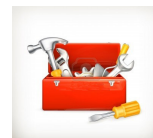
**LE TELEPHONE  
PORTABLE**



**LES MATERIELS  
ELECTRONIQUES**  
(Appareil photo-clé USB-PC  
portable-...)



**LES ANIMAUX**



**LES OUTILS  
NON INVENTORIES**

*Pour toutes demandes d'entrées d'objets mentionnés ci-dessus, vous devez vous adresser à la direction de l'établissement.*

## **Article D220**



Modifié par [Décret n°98-1099 du 8 décembre 1998 - art. 186 JORF 9 décembre 1998](#)

Indépendamment des défenses résultant de la loi pénale, il est interdit aux agents des services déconcentrés de l'administration pénitentiaire et aux personnes ayant accès dans la détention :

- de se livrer à des actes de violence sur les détenus ;
- d'user, à leur égard, soit de dénominations injurieuses, soit de tutoiement, soit de langage grossier ou familier ;
- de fumer dans les lieux fermés et couverts affectés à un usage collectif, sous réserve de ceux spécialement aménagés à cet effet ou de boire à l'intérieur de la détention ou d'y paraître en état d'ébriété ;
- d'occuper sans autorisation les détenus pour leur service particulier ;
- de recevoir des détenus ou des personnes agissant pour eux aucun don ou avantage quelconque ;
- de se charger pour eux d'aucune commission ou d'acheter ou vendre quoi que ce soit pour le compte de ceux-ci ;
- de faciliter ou de tolérer toute transmission de correspondance, tous moyens de communication irrégulière des détenus entre eux ou avec le dehors, ainsi que toutes attributions d'objets quelconques hors des conditions et cas strictement prévus par le règlement ;
- d'agir de façon directe ou indirecte auprès des détenus pour influencer sur leurs moyens de défense et sur le choix de leur défenseur.



## ANNEXE 3 - CERTIFICAT DE CONFIDENTIALITE



## CERTIFICAT DE CONFIDENTIALITE ET DE NON DIVULGATION

### A - Identification du pouvoir adjudicateur (ci-après « la DISP »)

Direction de l'Administration Pénitentiaire  
Direction Interrégionale des Services Pénitentiaires de Toulouse  
Département des Affaires Immobilières  
Cité administrative Bâtiment G  
2 Boulevard Armand Duportal  
CS 81501  
31 015 Toulouse Cedex 6

### B - Identification de la société (ci-après « la Société »)

Nom de la société:

Adresse du siège :

Représentée par :

En qualité de :

### C – Objet de la consultation (ci-après « la consultation »)

#### C – Informations confidentielles

Le terme « informations confidentielles » désigne les informations divulguées pendant toute la durée du présent accord par les parties, nonobstant le support sur lequel l'information a été communiquée. Ces informations concernent, de manière non limitative :

- Les données sources : plans, études, comptes rendus, notes de calcul, schémas, documents et toute autre information concernant la sécurité pénitentiaire, et l'Etablissement pénitentiaire / l'Administration pénitentiaire dans son ensemble.
- Les données traitées : données qui résultent de tout type de traitement des données sources.

Les informations confidentielles concernent également les données à caractère personnel comme défini dans le Règlement n°2016-679 du 27 avril 2016 sur la protection des données.

Ne constituent pas des informations confidentielles les informations appartenant au domaine public, préalablement à la divulgation.

#### D – Les textes applicables

La Société doit se conformer aux textes suivants :

- Le Règlement n°2016-679 portant sur la protection des données personnelles
- L'Arrêté du 18 août 2016 portant approbation de la politique ministérielle de défense et de sécurité
- L'article 413-9 du Code Pénal

#### E – Les obligations de la Société

La Société s'engage à la plus stricte confidentialité à l'égard des données sources qui lui seront transmises par la DISP et des données traitées qui en résulteront.

La Société s'engage notamment à :

- Utiliser exclusivement les informations confidentielles dans le cadre de la consultation,
- Ne pas communiquer les informations confidentielles à un tiers sans l'accord écrit de la DISP. Le tiers concerné sera soumis aux mêmes

Paraphe

règles de confidentialité incombant à la Société.

- Limiter l'utilisation des informations confidentielles, afin que la diffusion desdites informations au sein de son organisation ne concerne que les personnes qui y sont habilitées (voir et compléter le tableau ci-dessous),
- informer tous les détenteurs des informations confidentielles que lesdites informations revêtent un caractère secret et s'assurer que chaque détenteur remplit les conditions énoncées par le présent certificat.

La Société se porte garante de la bonne exécution de l'obligation de confidentialité par les personnes auxquelles elle aura communiqué l'information, notamment la Société se porte fort du respect de la présente déclaration par ses salariés, même après que ceux-ci auront cessé leurs fonctions, sachant que seuls les salariés habilités par la présente déclaration pourront avoir accès aux informations confidentielles.

La Société se porte également garante de la bonne exécution de l'obligation de confidentialité par tous tiers auxquels elle aura communiqué l'information, après accord écrit de la DISP, et qui ne seraient pas inscrits dans le tableau ci-dessous.

Pour ce faire :

La Société réceptionnera les données sources dont elle a demandé communication via la plateforme sécurisée du Ministère de la Justice appelée « Crypt and share » ou via un système de messagerie électronique associé à une solution de chiffrement.

La Société utilisera les données sources et traitées pour le seul objet de la consultation, et ne prendra aucune copie des documents et supports d'informations confiés.

Le tableau suivant doit être rempli exhaustivement ; la présente doit nous être retournée accompagnée de la copie des pièces d'identité visées.

Nom et prénom de la personne ayant accès aux données	Type de document d'identité communiqué à la DISP	Numéro de document d'identité

La Société ne communiquera à aucune autre personne, sous aucun prétexte, les données qui lui sont transmises.

#### **Hébergements des données sensibles du ministère**

La Société stockera les données (sources et traitées) soit chiffrées sur un ordinateur, soit sur support physique déposé dans un coffre-fort homologué (quand elles ne sont pas utilisées par un personnel habilité ci-dessus). Le type de sécurisation choisi par la Société doit garantir le Ministère de la Justice contre tout accès par un tiers non autorisé, qu'il s'agisse d'un vol de support physique ou d'un piratage par des voies informatiques.

L'hébergement des données sensibles de l'administration sur le territoire national est obligatoire, sauf dérogation dûment motivée et précisée dans la décision d'homologation, ou accord du HFDS.

Seuls les systèmes d'information du Ministère répondent aux exigences de la PSSI-E. L'usage de système de stockage en ligne tel que DropBox, skyDrive, Google drive, ... ou d'échanges tel que WeTransfer, SendBox, TransfèrNow, .... ne satisfaisant pas à ce prérequis, leur usage est prohibé. Ces règles s'appliquent également pour tout hébergement assuré par un partenaire privé pour le compte du ministère.

Seuls les systèmes de stockage et partage suivants sont homologués ou en cours d'homologation : OODrive, Orange Cloud for Business, Outscale SAS, Vendome Solutions. La liste peut être retrouvée sur le site de l'ANSSI (Agence nationale de la sécurité des systèmes d'information).

La Société s'engage :

- à détruire à la fin de la consultation l'ensemble des supports physiques ayant stocké ces données sources et les données traitées,
- à effacer l'ensemble de ces données (sources et traitées) qui auraient pu être stockées sur ses ordinateurs, serveurs et tous matériels comportant un dispositif de mémoire.

La Société renonce en conséquence à conserver toute trace des données (sources et traitées) manipulées dans le cadre de la consultation, sous quelque format que ce soit (papier, informatique, maquette...). Ces données, sources et traitées, seront remises exclusivement au pouvoir adjudicateur.

Paraphe

**La Société fournira à la fin de la consultation à l'administration pénitentiaire une attestation sur l'honneur de la parfaite et complète destruction de toutes ces données, notamment les plans de l'Etablissement Pénitentiaire dans ses locaux ou sur ses serveurs et autres équipements de stockage.**

La Société devra informer sans délai l'Administration de toute difficulté dans l'application de ces mesures, de fuite ou de suspicion de fuite d'informations sensibles qu'elle rencontre ou constate.

La DISP se réserve le droit de procéder à toute vérification qui lui paraîtrait utile pour constater le respect des obligations précitées par un tiers qu'il aura préalablement agréé.

## **F – Durée du certificat**

Le certificat entre en vigueur dès la signature de ce dernier par la Société, et est valable jusqu'à ce que la Société fournisse, à la fin de la consultation, l'attestation sur l'honneur de la parfaite et complète destruction de toutes les données confidentielles (données et sources et données traitées) dans ses locaux ou sur ses serveurs et autres équipements de stockage.

La fin du certificat de confidentialité ne dégage pas la Société de ses obligations quant à l'utilisation, la protection et la non divulgation des informations confidentielles communiquées pendant la consultation.

## **G – Interdictions**

Les Parties élaborent et signent le présent certificat intuitu personae. Il est interdit à la Société de céder le présent certificat à un tiers sans l'accord écrit de la DISP.

La Société ne peut décompiler, désassembler ou démonter les informations confidentielles sans l'accord exprès de la DISP.

## **H – Responsabilité**

L'inexécution contractuelle d'une quelconque stipulation contenue dans le présent certificat engagera de plein droit la responsabilité de la Société, conformément au droit commun, et se verra confrontée à des poursuites de l'Administration pénitentiaire.

## **I – Droit applicable**

En cas de litige, seul le Tribunal Administratif de Toulouse est compétent en la matière.

### **Attestation à retourner par la Société**

Je m'engage, en pleine connaissance de cause, à respecter les clauses ci-dessus.

- **Nom + qualité du signataire :**
- **Date :**

**Signature + cachet de la société**

*Paraphe*